



HAL
open science

L'Union européenne dans les dernières élections présidentielles françaises : un véritable enjeu ?

Bertrand Vayssière

► **To cite this version:**

Bertrand Vayssière. L'Union européenne dans les dernières élections présidentielles françaises : un véritable enjeu ?. Cahier d'Histoire Immédiate, 2017, 50 (2), pp.103-118. hal-01731099

HAL Id: hal-01731099

<https://hal.science/hal-01731099>

Submitted on 13 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'Union européenne dans les dernières élections présidentielles françaises : un véritable enjeu ?

Bertrand VAYSSIÈRE, Université Toulouse 2-Jean Jaurès

Le 7 mai 2017, quelques semaines après la célébration des 60 ans des traités de Rome, les Français ont élu leur président, Emmanuel Macron. Dans le contexte initié par le *Brexit* et nourri des crises touchant à la question des réfugiés et à celle de l'union économique et monétaire, celui-ci ne pourra ignorer les appels à refonder le projet européen, dont beaucoup s'accordent à penser qu'il est en fin de cycle.

De fait, les dernières élections présidentielles ont permis de confirmer que, du point de vue de la politique intérieure, l'Europe est un sujet qui divise de plus en plus. La coupure semblait pourtant relativement simple : les partis traditionnels (Parti socialiste, droites gaullienne et libérale) ont toujours soutenu à des degrés divers l'intégration européenne, symbole de progrès et de prospérité ; le rejet de l'Europe, lui, était plutôt limité aux franges de l'échiquier politique (communistes de tout temps, extrême gauche et extrême droite). Une nouveauté s'est imposée cependant depuis une vingtaine d'années, d'abord liée à la dégradation économique et sociale ressentie par nos concitoyens, qui l'associent aux affaires de la mondialisation. Cette défiance alimente un sentiment d'exclusion, où l'Union européenne (UE) apparaît comme un vecteur de rabaissement accéléré.

Il est ainsi indéniable que le thème européen s'est invité dans les dernières campagnes électorales, mais surtout au détriment de l'UE. Jusqu'au début du XXI^e siècle, en effet, celle-ci n'avait été qu'une pièce rapportée à un débat national qui se suffisait à lui-même, soit référentiel ennuyeux, soit invocation vaguement mystique. Mais avec l'apparition en France du souverainisme dans le sillage des controverses autour du Traité de Maastricht - patchwork doctrinal qui démontre sur ce sujet européen (vérifiable dans d'autres thématiques) l'explosion des références idéologiques classiques -, on remarque un fait paradoxal : les anti-Européens (qui se présentent comme tels avec une grande variété de nuances) ont réalisé ce que les grands partis pro-européens et Bruxelles avaient échoué à faire jusqu'ici, « européaniser » le débat national.

Nous allons observer ce fait en étudiant les trois dernières campagnes présidentielles en France, et notamment la dernière, où l'on peut s'intéresser au choc des références entre défense d'une Europe idéalisée et dénonciation d'une Europe apatride de technocrates et de lobbyistes, coupée du « peuple ». Nous pourrions peut-être nous demander comment, à travers ces campagnes, la classe politique fait vivre l'Europe dans l'espace public, et ce que ces campagnes révèlent de la relation des Français à l'UE en particulier et à la politique en général : le sujet « Europe », devenu le lieu commun des controverses normatives dans la pensée politique et l'engagement partisan de nos concitoyens¹, n'éclaire-t-il pas un peu plus la remise en question de l'encadrement des antagonismes qu'avait assuré jusqu'ici l'État-nation ?

I- L'élection présidentielle française, un reflet de l'exception nationale.

1) Caractéristiques.

Mais avant de répondre à cette problématique, il s'agit de savoir de quel sujet on parle. Dans la palette des élections qui rythment la vie politique française, celle qui concerne la présidence

¹ Justine Lacroix, *La pensée française à l'épreuve des Français*, Paris, Grasset, 2008, p.16.

de la République a un statut particulier, dont il faut saisir les enjeux en même temps que l'histoire.

Ce scrutin se distingue d'abord par son objet : élire un monarque républicain, spécificité française qui n'a pas vraiment d'équivalent ailleurs en Europe. On doit ainsi rappeler la puissance du pouvoir exécutif de la V^e République, résultat d'une longue lutte qui a opposé les partisans d'un gouvernement fort et les défenseurs d'un pouvoir législatif prééminent, qui paraissaient avoir définitivement remporté la partie avec la IV^e République. Or, celle-ci s'écroule, dans un contexte particulier sur lequel nous ne reviendrons pas, et qui a pour résultat de rompre avec la tradition républicaine en donnant une seule tête à l'État. La véritable nouveauté est que cette tête, suivant l'application gaullienne, dirige vraiment l'exécutif, loin de la dyarchie que l'on aurait pu imaginer au départ avec l'autre figure importante que représentait le Premier ministre. Cette « surpuissance présidentielle »², vérifiable entre autres par le fait que le Président n'est pas responsable devant le Parlement (à l'inverse du Premier ministre), explique en grande partie pourquoi la campagne qui sert à le désigner a tant d'importance aux yeux des Français : « institution la plus populaire »³, « point focal de la vie politique française »⁴ (bien que souvent au détriment des débats de fond), cette élection se sert des ingrédients dramaturgiques offerts par la simplicité de son déroulement et de son but, ainsi que par la personnalisation de l'enjeu qu'elle favorise.

De ce fait, l'élection présidentielle, depuis qu'elle existe dans les formes que nous lui connaissons aujourd'hui (1965), favorise, via les sondages ou les médias télévisés, l'éveil de l'opinion publique, notion des sciences politiques jusque-là insaisissable. La réforme récente du quinquennat n'a pas amoindri cet intérêt, car elle renforce encore le pouvoir du Président, du fait de la simultanéité des présidentielles et des législatives : dans ces conditions, le président élu est encore plus le chef de la majorité parlementaire, il devient l'« hyperprésident » dont la première incarnation a été « Starkozy »⁵, qui ne voyait dans son Premier ministre qu'un simple « collaborateur »⁶. Cependant, on ne peut s'empêcher de remarquer que ce Président si omniprésent (même lorsqu'il se veut « normal ») doit faire face à une opinion de plus en plus volatile et critique. De fait, depuis l'instauration du quinquennat, aucun Président sortant n'a réussi à se maintenir (ce qui était presque la norme auparavant). On peut ainsi parler d'une forme de désacralisation⁷ qui affecte la figure présidentielle, comme d'autres symboles de la vie politique, aux yeux d'une opinion qui a multiplié les moyens de se faire entendre avec les nouveaux vecteurs qu'offrent les réseaux sociaux⁸. Par conséquent, la campagne présidentielle devient encore plus un révélateur de l'immixtion, dans cet instant suprême de la vie politique nationale, de grands débats internationaux qui formatent les principales problématiques du moment et conditionnent les représentations que s'en font les Français. Or, cette imposition de la conjoncture globale, dans un cadre qui concerne a priori les affaires intérieures, intéresse de manière croissante la question européenne à laquelle l'électeur, en bien comme en mal, est de plus en plus sensible.

² Michel Winock, *Les élections présidentielles en France 1958-2012*, Paris, Perrin, 2016, p.8.

³ *Ibid.*, p.9.

⁴ Pierre Bréchon, *Les élections présidentielles sous la V^e République*, Paris, La Documentation française, 2013, p.19.

⁵ Olivier Duhamel, *Histoire des présidentielles*, Paris, Seuil, 2008, p.228.

⁶ *Sud-Ouest*, 22 août 2007.

⁷ Patrick Charaudeau, « La campagne électorale entre légitimité et crédibilité », in Philippe J. Maarek, *Présidentielles 2012. Une communication politique bien singulière*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp.19-30.

⁸ Frédéric Bastien, Gersende Blanchard, « Les internautes face à la communication électorale à l'ère des campagnes postmodernes », *ibid.*, pp.137-148 ; Karolina Koc-Michalska, Darren Lilleker, Perle Bagot, « Interagir avec les candidats : les stratégies interactives lors de l'élection présidentielle française de 2012 », *ibid.*, pp.149-164.

2) *Le Président dans le quotidien de l'Europe.*

L'enjeu européen n'a jamais été absent des campagnes nationales, et certaines études démontrent que celui-ci a, dans certaines proportions, influé sur le choix des électeurs⁹. Mais cette réalité a bien souvent été masquée par le particularisme d'une élection qui ne pouvait pas être mise sous pression d'événements a priori extérieurs à ses principes.

Le système politique français est en effet un régime quasi-unique en Europe et dans le monde. Le pouvoir du Président est, on l'a dit, extrêmement important, d'autant plus qu'il est légitimé, autre exception, par le peuple. En France, c'est en effet le chef de l'État qui est le représentant du pays en Europe et à l'international, et c'est donc lui qui joue un rôle éminent en matière de diplomatie, dans ce qu'on s'est habitué à appeler son « domaine réservé » : c'est ainsi au Président que revient la responsabilité de négocier et de ratifier les traités et de mener la délégation française dans toutes les rencontres importantes, internationales ou européennes. Dans le cadre européen, qui est celui qui nous intéresse ici, il faut cependant signaler un point particulier : l'UE, du fait des engagements qui ont été ceux de la France depuis 1950, ne peut pas ressortir de l'organisation diplomatique classique. Après tout, elle est à mi-chemin entre modèle confédéral et supranational, « fédération d'États-Nations » qui signifie que le chef de l'État est un acteur parmi d'autres sur une scène européenne où l'intégration se poursuit par capillarité, utilisant les vecteurs du droit, de l'économie et, de plus en plus, de la société civile. Dans cette optique, le Président français a toujours cherché, pour reprendre les mots de Georges Bidault, à « faire l'Europe sans défaire la France »¹⁰, ce qui aboutit à une pratique partagée entre la recherche d'une confédération préservant les souverainetés nationales (de Gaulle, Pompidou) et la relance originale permettant de sauvegarder au mieux les droits des États (Giscard, Mitterrand, Chirac), les deux options respectant les trois mêmes clefs essentielles, sécurité nationale, préservation du rang et poursuite de l'idéal européen¹¹.

Sur cette scène européenne, le Président reste particulièrement visible dans une occurrence à laquelle les Français se sont habitués, surtout peut-être parce qu'elle reste la seule, en matière communautaire, à être très médiatisée : il s'agit des rencontres régulières liées au Conseil européen, grand-messes où le chef de l'État croise ses homologues, avec l'optique de faire avancer les dossiers les plus difficiles, et de donner des impulsions audacieuses. On peut signaler une exception française visible aux yeux de tous lors de ces Conseils : c'est ainsi la chancelière Angela Merkel qui y représente son pays, et non pas le président allemand Frank-Walter Steinmeier ; même situation en Italie, où le président du Conseil est le véritable représentant de son pays, et non pas le Président de la république italienne. En passant, cette réalité nous rappelle que l'UE repose bien sur une structure intergouvernementale, en tout cas à son sommet.

Outre ces rendez-vous médiatiques, finalement assez sages, les Présidents s'appuient depuis quelques années sur un contexte particulier, celui de la « crise de l'Europe », pour rappeler leur rôle dans l'UE. Cette « crise » est de fait multiple, et occupe de plus en plus l'agenda politique national ainsi que les colonnes de journaux jusqu'ici indifférents (dettes souveraines, *Brexit*, réforme de la PAC). Du fait de leurs responsabilités en matière européenne, les chefs de l'exécutif sont bon gré mal gré mis en scène pour tenter d'étouffer cette tourmente qui affecte l'UE et, à travers elle, le pays. Ainsi, depuis le début de la crise financière de 2008, la

⁹ Matthew Gebel, "European Integration, Voters and National Politics", *West European Politics*, 23(4), 2000, pp.52-72 ; Nicolas Sauger, Sylvain Brouard, Emiliano Grossman (dir.), *Les Français contre l'Europe ?*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007 ; Catherine de Vries (with Sara Hobolt), "Public Support for European Integration", *Annual Review of Political Science*, 19, pp.413-432, 2016.

¹⁰ Cité dans Gérard Bossuat, *Faire l'Europe sans défaire la France. 60 ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française (1943-2003)*, Bruxelles, Peter Lang, 2006, p.52.

¹¹ *Ibid.*, pp.215-217.

chancelière allemande a dû défendre plusieurs fois les plans d'aide à la Grèce devant le *Bundestag* ; cette action a été prolongée par Nicolas Sarkozy au même moment, activisme européiste non dénué de fausses notes, mais qui a donné à voir aux Français un Président parlant et agissant au nom d'une Europe qui n'était plus tout à fait virtuelle, ni plus tout à fait vertueuse.

De fait, les Français ont confirmé une impression qui était en germe depuis le Traité de Maastricht, et même depuis le tournant de la rigueur qu'a adopté en 1983 François Mitterrand, à rebours des promesses électorales qui avaient favorisé son élection en 1981 : ce Président, tout puissant soit-il au regard de la Constitution française, ne peut pas tout à l'échelle de l'UE. De fait, le chef de l'État fraîchement élu entre dans un système dont il découvre très vite qu'il l'oblige (et qui souvent annule ce que le candidat avait proposé, mais lui donne un bouc-émissaire idéal pour expliquer son impuissance) ; qui plus est, parce que l'Europe relève toujours plus de la politique intérieure que de la politique extérieure, le Président doit faire avec des concurrents institutionnels, notamment le Premier ministre, qui a sous son autorité le Secrétariat général des affaires européennes (SGAE), organe chargé de garantir « la cohérence et l'unité de la position française au sein de l'Union européenne ».

II- La montée en puissance de l'objet Europe dans les campagnes présidentielles de 2007 et de 2012.

1) Les prémisses : du consensus permissif aux premiers doutes.

Depuis l'avènement de la démocratie en France, et malgré de nombreuses ruptures, les programmes se décident sur des clivages classiques entre représentations du monde : laïcs/cléricaux, centralistes/régionalistes, patrons/salariés, urbains/ruraux, tout cela retranscrit dans la séparation droite/gauche. L'Europe, dans cette optique, n'est qu'un véhicule parmi d'autres de cette séparation, sans que l'on reconnaisse à l'objet de vertus propres dans un débat d'abord vécu comme national. De fait, il n'y a pas de saillance particulière du thème européen dans les premières campagnes présidentielles, phénomène observable jusqu'aux élections qui, depuis 1979, lui sont spécifiquement dédiées, jugées alors par les observateurs comme « secondaires »¹². L'Europe est bien une « religion d'initiés »¹³, reposant sur un consensus mou qui n'entraîne pas de débat particulier, celui qui tourne autour de l'idée initiale de « réincarnation » de la France¹⁴. Dans l'ensemble, elle apparaît comme le fait du Prince, en l'occurrence le Président, qui se présente aux yeux des Français en tant qu'artisan d'une instrumentalisation de la CEE puis de l'UE au service de la puissance nationale.

L'Europe telle qu'elle a été imaginée au départ s'adapte bien à cette récupération, vécue comme un instrument neutre de la prospérité collective, dont tout un chacun peut profiter à loisir, une Europe « fonctionnelle » qui marche sur les brisées de ce qu'on commence à appeler la « méthode Monnet ». D'où cette « passion molle » (François Furet) de la part des Français, qui évitent un effort de compréhension pour un instrument peu populaire mais utile. Après de Gaulle, d'autres présidents s'avèrent plutôt européistes (Giscard, Mitterrand) ou « euro-raisonnables » (Pompidou, Chirac), mais ne rompent pas avec cette idée que l'Europe n'est pas un thème de campagne particulièrement significatif. De fait, le débat européen s'est

¹² Intéressante illustration dans l'article de Birte Wassenberg, « La campagne pour les élections européennes de 1979 en France et en Allemagne : l'image de l'Europe », in Marie-Thérèse Bitsch, Wilfried Loth et Charles Barthel (dir.), *Cultures politiques, opinions publiques et intégration européenne*, Bruxelles, Peter Lang, 2007, pp.263-284.

¹³ Alain Duhamel, *Une ambition française*, Paris, Plon, 1998, p.35.

¹⁴ Zbigniew Brzezinski, *Le Grand Echiquier*, Paris, Bayard Editions, p.91. Dans le même temps, l'auteur écrit que la CEE apparaît comme une « rédemption » pour l'Allemagne.

très longtemps tenu à l'écart des présidentielles, mais a plutôt touché des référendums qui étaient proposés *par le Président*, celui sur l'entrée du Royaume-Uni en 1972 ou celui sur le Traité de Maastricht en 1992. Concernant ce dernier, on doit rappeler son utilisation par François Mitterrand dans une perspective électoraliste, lui qui espérait tirer bénéfice d'une consultation « jouée d'avance » pour relancer son propre parti, alors en perte de vitesse¹⁵.

Le rapport des Français au Vieux Continent est cependant déstabilisé par les changements induits par la « révolution de velours » en 1989. Leur Europe, qui était idéologique avant d'être géographique, retrouve brusquement sa véritable dimension, au-delà du Mur de Berlin, et renvoie à des représentations politiques et historiques qui semblaient jusqu'alors d'un autre temps. En particulier, la stratégie de l'élargissement, relancée très tôt par les Allemands, en commençant par la RDA, dessine une « nouvelle Europe » plus au centre et à l'est¹⁶. Un véritable vent de nostalgie des temps de la guerre froide touche plus particulièrement la France, qui ressent une défiance certaine à l'égard de ce qui change sous ses yeux. Certes, il ne faut pas exagérer la nouveauté de ce débat, la défiance à l'égard de l'Europe ayant une histoire¹⁷, notamment en France, de la CED à l'« appel de Cochin », en passant par la crise de la chaise vide, mais plus par *petites touches* et dans des proportions mesurées.

Dans les années 90, l'Europe apparaît progressivement sous un jour beaucoup plus noir, et alimente le discours politique national, et même le programme des présidentiables, notamment à travers le thème de la « fracture sociale », apparu en filigrane des résultats si serrés lors du référendum sur le Traité de Maastricht, qui avantagera en grande partie la candidature de Jacques Chirac en 1995. Ce même référendum a également entraîné la création d'un nouveau courant, celui des « souverainistes » que l'on trouve aussi bien à gauche (Jean-Pierre Chevènement) qu'à droite (Philippe Séguin, Philippe de Villiers ou Charles Pasqua)¹⁸ ou dans la société civile (le président de Peugeot-Citroën, Jacques Calvet, s'étant illustré à cet égard) ; celui-ci aboutit à la création de partis en rupture avec les formations classiques (à gauche le Mouvement des citoyens, à droite le Mouvement pour la France), ou à des sommets très médiatiques où l'Europe est en débat, comme lors de la rencontre télévisée entre Philippe Séguin et François Mitterrand le 3 septembre 1992. Dans le même temps, en lien direct avec un débat renouvelé par le Traité de Maastricht et un contexte dramatique (la guerre en ex-Yougoslavie), certains vont au contraire se réclamer d'un fédéralisme qui avait été rangé aux oubliettes depuis fort longtemps, réclamant « plus d'Europe » pour redresser la France. Ces évolutions nous rappellent qu'en matière doctrinale il est possible de « bouger les lignes » et de « politiser » un sujet qui ne l'était pas jusque-là, en prise directe avec la conjoncture et les changements qu'il symbolise : l'Europe à la fin du XX^e siècle connaît incontestablement cette tendance¹⁹.

Ce phénomène a des incidences sur le processus électoral en général, et dans les campagnes présidentielles en particulier, par la réintroduction de termes exprimant cette défiance nouvelle à l'égard d'une UE qui n'est plus jugée aussi neutre qu'auparavant : le mot « peuple » en particulier, et la vague des mouvements « populistes » qui s'honorent d'un mot autrefois décrié en sont la preuve. La neutralité ancienne ne peut plus être revendiquée à l'heure où l'Europe est traitée, spécialement lors des phases électorales, dans le registre des

¹⁵ Richard Nadeau, Éric Belanger, Michael S. Lewis-Beck, Bruno Cautrès, Martial Foucault, *Le vote des Français de Mitterrand à Sarkozy. 1988-1995-2002-2007*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2011, p.169.

¹⁶ Kenneth R. Weinstein, « L'Europe, fille de la France », *La Croix*, 27 mai 2005.

¹⁷ Leon Lindberg et Stuart Scheingold, *Europe's Would Be Polity. Patterns of Change in the European Community*, New Jersey, Prentice Hall, 1970.

¹⁸ Bruno Cautrès, Sylvie Strudel, « Les traces du référendum de mai 2005 dans la campagne présidentielle de 2007 », dans « Le Baromètre politique français (2006-2007) », *Les Cahiers du Cevipof*, 46, avril 2007, pp.141-148.

¹⁹ Stefano Bartolini, Simon Hix, « La politisation de l'UE : remède ou poison ? », Policy Paper n°19, *Notre Europe. Études et Recherches*, mars 2006.

émotions, duquel elle était exclue jusque-là. Celles-ci sont particulièrement fortes lors des présidentielles²⁰, et ont tendance à rapprocher les candidats de ce « peuple » auquel les candidats font appel. Le drame pour l'UE est que ce recours aux émotions est le plus fort dans les partis d'opposition, plus marqués dans leur anti-européisme (FN, extrême gauche) que dans les partis de gouvernement. On a même l'impression d'une sorte de rattrapage après un long silence maintenant dénoncé contre une Europe imposée par la connivence des élites, comme le fera remarquer, au moment du traité constitutionnel européen en 2005, le président de la délégation du Sénat pour l'UE, Hubert Haenel : « En caricaturant à peine, on [a eu] parfois le sentiment d'assister à un débat sur le premier traité de Rome, quarante-huit ans après sa signature »²¹, ce traité accusé d'avoir introduit un principe d'intégration contre la volonté des peuples, à la base d'une « ambiguïté constructive » qu'il s'agit désormais de réprover.

La défiance à l'égard de l'Europe n'est pas spécifique à cette dernière, et peut se comprendre dans un mouvement plus général de dénonciation de la « mondialisation », entre perte des idéologies (si précieuses dans la mythologie politique hexagonale) et incapacité croissante à se projeter dans le futur²². La hantise du déclin et l'attachement défensif au modèle français favorisent l'audience des « nationaux républicains »²³, signifiant la renaissance de l'intérêt pour la nation sous couvert de républicanisme, permettant à la critique de l'Europe de ne plus être associée aux extrêmes, et de se révéler encore plus trans-partisane.

2) *Les campagnes de 2007 et de 2012.*

Une séquence différente semble ainsi s'ouvrir dès le 29 mai 2005, à la suite du référendum sur le Traité constitutionnel européen. Le scrutin a été très suivi, avec 69,34% de participation, et a abouti à un refus du texte proposé à hauteur de 54,68%. Cette mobilisation autour de l'enjeu européen a été remarquée par les observateurs, qui s'accordent à définir un « moment de politisation inégalé depuis un quart de siècle »²⁴. La présidence de la République est directement engagée dans ce processus, puisque le référendum, comme le veut la Constitution, a été proposé par le Président, qui s'est lui-même investi dans la campagne, par exemple lors d'un débat télévisé le 14 avril 2005. Le « non » a d'autant plus de retentissement sur le projet européen et sur le bilan des différents dirigeants qui se sont succédés, aboutissant à une condamnation « des engagements postkeynésiens auxquels ont souscrit, dans le cadre de l'Union européenne, tous les gouvernements français – de droite comme de gauche – depuis le milieu des années 80 »²⁵.

On ne peut oublier ce substrat en observant les campagnes présidentielles suivantes, aussi bien celle de 2007 que celle de 2012. On peut même noter des références directes, comme dans la candidature et la campagne de José Bové, opposé au « projet libéral de Constitution européenne » dans une optique altermondialiste, ou dans celles de candidats souverainistes qui associent leur traditionnelle opposition à l'Europe aux suites du référendum de 2005. Pour autant, la campagne présidentielle de 2007 reste dans la veine des précédentes, manquant l'occasion de sortir des ambiguïtés et d'arrêter des orientations en matière européenne,

²⁰ Marion Ballet, *Émotions et élections. Les campagnes présidentielles françaises (1981-2012)*, Paris, INA Editions, 2014.

²¹ « Une des leçons du référendum », *La Croix*, 8 juin 2005.

²² François Hartog, *Régimes d'historicité. Présentisme et expériences du temps*, Paris, Seuil, 2003.

²³ Justine Lacroix, « Le national-souverainisme en France et en Grande-Bretagne », *Revue internationale de politique comparée*, vol.9, n°3, 2002, pp.391-408 ; « Les 'nationaux-républicains de gauche' et la construction européenne », in *Le Banquet*, n°15, novembre 2000, pp.157-168.

²⁴ Stéphane Rozès, « La renationalisation du débat européen », *Le Débat*, septembre-octobre 2005, n°136, p.32.

²⁵ Christian Lequesne, *La France dans la nouvelle Europe. Assumer le changement d'échelle*, Paris, Sciences Po Les Presses, 2008, p.107.

comme lors des primaires testées à cette occasion au PS, qui ont exclu tout débat sur l'Europe (ce sera la même chose en 2012). Le programme du futur vainqueur, Nicolas Sarkozy, est assez révélateur de la primauté des questions d'ordre national sur tout autre type de considérations : il a été défini comme « libéral sécuritaire » par son promoteur, avec en particulier le thème du « travailler plus pour gagner plus », celui de la baisse de la pression fiscale, ou l'évocation d'un « ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale ». Cette thématique de l'« ordre juste » n'est pas plus européenne que celle de l'autre favori, la candidate du PS Ségolène Royal, qui défend un programme axé sur le social et les réformes devant mener à la VI^e République, mâtiné de références à la fierté nationale, et notamment à la réhabilitation du drapeau. Cette sous-estimation de la dimension européenne tranche avec le programme qui va s'imposer très vite au nouveau Président élu, Nicolas Sarkozy, dont les premiers dossiers brûlants concernent la question du nouveau traité européen, présenté et acté à Lisbonne le 13 décembre 2007, la présidence française de l'UE en 2008, la médiation dans le conflit Géorgie/Russie et les mesures prises après la crise des *subprimes* pour que l'Europe agisse en faveur des banques afin de stabiliser et de rassurer les marchés financiers.

De fait, cette sous-estimation des problématiques européennes est moins flagrante en 2012. Comment les ignorer après une conjoncture où le débat communautaire a été quotidien, directement avec la crise de l'euro dès 2010, entraînant la question de la politique de limitation des dépenses publiques (la fameuse « règle d'or » budgétaire), ou indirectement avec la dégradation de la note triple A de la France par l'agence de notation *Standard and Poor's* le 13 janvier 2012 ? Cette dimension européenne se vérifie d'ailleurs dans la mise en scène que les deux principaux candidats font de leur rencontre avec des acteurs importants des pays partenaires au sein de l'UE (David Cameron et Angela Merkel pour Nicolas Sarkozy, Sigmar Gabriel et Massimo d'Alema pour François Hollande)²⁶. Au cours de cette campagne, c'est Nicolas Sarkozy qui évoque le plus le thème européen en lien avec les préoccupations majeures des Français (protection pour l'économie nationale, renforcement du contrôle des flux migratoires) ; François Hollande est également assez prolixe, avec l'idée que la croissance française repose d'abord sur celle de l'Europe ; François Bayrou, lui, insiste plus particulièrement sur la réussite allemande. Le plus radical est Jean-Marie Le Pen qui parle déjà de la sortie de l'euro²⁷. La stigmatisation des enjeux européens existe également au sein des partis « de gouvernement », avec la volonté exprimée par Hollande de renégocier le Traité sur la Stabilité, la Coordination et la Gouvernance, ou la menace d'un retrait de l'espace Schengen par Sarkozy en cas de non-satisfaction des intérêts français. Le thème européen reste cependant secondaire par rapport à ceux qui sont liés aux débats sociaux et sécuritaires, et cette discrétion va s'accroître suite à l'affaire Merah, qui éclabousse l'ensemble de la campagne à partir du mois de mars.

On perçoit donc une évolution au cours des campagnes de 2007 et de 2012, mais sans qu'il soit possible de trancher de manière nette : l'Europe y a-t-elle été, oui ou non, un objet de débat ? Certains des faits signalés inclinent à laisser penser que les questions européennes ne font qu'alimenter des oppositions propres au seul espace national, étant elles-mêmes absorbées par les clivages existants²⁸ ; mais leur pérennité et l'ombre portée constante du référendum de 2005 inclinent plutôt à envisager qu'il existe désormais une opposition

²⁶ Renaud Dehousse, Angela Tacea, « The French 2012 Presidential Election : A Europeanised Context », *Les Cahiers européens de Sciences Po*, 2, 2012, p.7.

²⁷ Dominique Labbé et Denis Monière, *La campagne présidentielle de 2012. Votez pour moi !*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp.119-123.

²⁸ Robert Harmsen, « L'Europe et les partis politiques nationaux : les leçons d'un non-clivage », *Revue internationale de politique comparée*, n°1, 2005, pp.77-94.

structurante entre un principe d'intégration et un principe d'indépendance²⁹. On doit cependant noter que le souverainisme n'a pas réussi, dans cette configuration, à faire du débat européen une ressource pour constituer un vrai parti stable et influent³⁰.

III- La campagne de 2017.

1) Les problèmes en suspens et les problématiques imposées aux candidats.

La campagne de 2017 s'insère dans un contexte de consultations électorales marquées par un fort enjeu européen : avant celle-ci, les présidentielles autrichiennes en décembre 2016 et les législatives néerlandaises de mars 2017 ont paru atteindre la dimension d'un référendum sur l'UE, le candidat pro-européen l'emportant à chaque fois (Alexander van der Bellen pour l'Autriche, Mark Rutte pour les Pays-Bas), mais dans une ambiance électrique.

Il est vrai que l'Europe se reflète dans tous les aspects de la multi-crise que les Français affrontent (ou qu'ils fantasment) depuis quelques mois : récession de la zone euro, instabilité du voisinage, panne de l'intégration économique et sociale, le tout dans une ambiance d'euroscpticisme croissant³¹. Un paradoxe apparent s'impose cependant à l'étude des différents sondages : les Français ne semblent ni vouloir avancer vers plus d'intégration, ni reculer vers un repli national. Il s'agit par conséquent de trouver un nouvel équilibre, et ce point intéresse bien évidemment les candidats en 2017, qui l'inscrivent dans leurs programmes respectifs.

Ces candidats font d'abord un état des lieux des grands problèmes européens du moment. Le premier concerne donc l'avenir de la zone euro. Dans l'idéal, la monnaie commune devait favoriser l'intégration économique, assurer la stabilité monétaire ainsi qu'une influence mondiale, et partager la prospérité. Or, un constat d'échec s'est imposé en 2009, après un point haut en 2008 : la construction économique apparaît déséquilibrée, entre une union monétaire et une discipline budgétaire cohérentes et une union bancaire et financière insuffisante, fragilisant par là-même le régime de gestion des crises, illustré par les réactions divergentes des pays après la bulle financière de 2008. L'apport de systèmes nouveaux comme le Mécanisme européen de stabilité (2012)³² est à noter, mais semble sujet à caution pour beaucoup de Français, qui voient dans leur contenu une inspiration d'abord allemande.

En ce qui concerne l'intégration économique et sociale, le constat est là aussi négatif, évoquant une véritable panne. D'un côté, le marché unique peut bien apparaître comme avancé, mais c'est un fait qu'il n'est pas assez structuré, notamment dans les secteurs les plus modernes, eux-mêmes organisés sur une base nationale (télécommunications, numérique), alors que ce marché n'est pas vraiment intégré pour les capitaux (comme le montre l'existence au cœur de l'UE de paradis fiscaux, rappelée par l'affaire LuxLeaks en novembre

²⁹ Paul Magnette, *Le régime politique de l'Union européenne*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003. Pour une discussion plus générale, Antoine Roger, « Clivages et partis politiques », in Céline Belot, Paul Magnette et Céline Saurugger (dir.), *Science politique de l'Union européenne*, Paris, Economica, 2008, pp.197-213.

³⁰ Emmanuelle Reungoat, « Les difficultés d'implantation d'un parti souverainiste en France (1992-2009) », *Les Cahiers Irice*, 2009, n°4, pp.113-128.

³¹ 69% des Français pensent que l'UE ne comprend pas les besoins des citoyens (53% pour l'Allemagne) alors que 42% seulement estiment qu'elle favorise la prospérité (47% pour l'Allemagne) : Pew Research Center, *Global Attitudes Survey*, mai 2014. Le même institut pointe une baisse du nombre de Français ayant une mauvaise image de l'UE à 61% deux ans plus tard, niveau qui reste cependant alarmant.

³² Le Mécanisme européen de stabilité est un dispositif de gestion des crises financières de la zone euro qui remplace le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité financière qui avaient été mis en place en réponse à la crise de la dette publique dans la zone euro.

2014³³) et que les instruments de développement régional ne semblent pas au point. Quant à l'Europe sociale, elle est jugée à la traîne : l'Europe est vue comme simplement dérégulatrice, sentiment dominant en France (qui est l'inverse au Royaume-Uni comme on a pu le constater lors de la campagne sur le *Brexit*).

Enfin, l'instabilité du voisinage ne peut pas laisser les Français, et encore moins les candidats, indifférents. Celle-ci se traduit, suite à la crise syrienne, par l'afflux de réfugiés, drame humanitaire qui favorise les répliques isolées, pourtant largement illusoires. La réponse européenne à ce genre de situation était jusqu'ici l'élargissement, comme à la suite de la chute du Mur de Berlin, mais l'UE a presque atteint les limites de l'Europe, par conséquent cet élargissement ne peut plus être une solution, sauf à la marge. Qui plus est, le véritable problème du moment, rappelé par une actualité macabre en France, est le terrorisme, contre lequel l'UE, pas plus que ses États membres, ne semblent avoir de réponse. Tout cela pose la question de la défense des frontières et la relance de la problématique de la sécurité, ainsi que, par conséquent, celle de la politique de défense européenne, pour laquelle la France est l'un des seuls pays de l'UE à faire des dépenses conséquentes, notamment en Afrique ; toujours dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, des solutions européennes sont désormais connues du grand public, comme le rappelle le débat autour du *Passenger Name Record* (PNR) européen, soit l'enregistrement des données personnelles concernant tous les détails d'un voyage aérien sur ses passagers, présenté par certains comme le début d'une vraie coopération, ou comme une mesure liberticide par d'autres.

Autant de questions et de réponses en suspens, mais dans une ambiance de plus en plus délétère pour l'image de l'UE. Celle-ci est entachée par des scandales, qui alimentent la légende noire entourant des institutions mal comprises et donc mal aimées, comme le recrutement de l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso par la banque d'affaires Goldman Sachs pour des activités de conseil, à l'été 2016. Ce modèle de « pantouflage » est d'autant plus mal perçu que cette banque est associée dans l'esprit public à la crise de 2008. D'autres points alimentent une remise en cause de l'Europe, telles que les discussions autour du TTIP³⁴ ou du CETA³⁵, et ne font que stigmatiser une Europe alignée sur l'idée de rigueur (et les références à cette occasion au « diktat » des Allemands sont pléthore), ultra-libérale et peu démocratique : l'exemple du contournement du « non » français de 2005 par la mise en place du traité de Lisbonne est récurrent, à gauche comme à droite, et alimente une production d'ouvrages très critiques à l'égard des fondements de l'Europe et de leurs suites, condamnant une intégration toujours plus poussée sans solution de rechange³⁶.

2017 confirme ce passage à la politisation de l'Europe, dont les candidats ont dû tenir compte à cause des inquiétudes de leurs concitoyens, exprimées comme par exemple lors de la grève de l'usine Goodyear à Amiens : les deux candidats vainqueurs à l'issue du premier tour, Marine Le Pen et Emmanuel Macron, y mettront en scène leurs différends pour parler aux

³³ Le *Luxembourg Leaks* est le nom du scandale financier révélant le contenu de plusieurs centaines d'accords fiscaux très avantageux conclus avec le fisc luxembourgeois par des cabinets d'audit pour le compte de clients internationaux.

³⁴ Le *Transatlantic Trade and Investment Partnership* (TTIP) est un accord commercial et économique négocié entre l'UE et les États-Unis depuis l'été 2013. L'accord vise principalement à lever des barrières réglementaires relatives à l'accès respectif aux marchés européen et américain. Remis en question par Donald Trump, sa finalisation reste en suspens.

³⁵ Le *Comprehensive Economic and Trade Agreement* (CETA), négocié depuis 2009 entre l'UE et le Canada, a été signé le 30 octobre 2016 avant d'être approuvé par le Parlement européen le 15 février 2017.

³⁶ Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, Paris, PUF, 2012 ; Christopher Booker et Richard North, *La Grande Dissimulation : histoire secrète de l'UE*, Paris, L'Artilleur, 2016 ; Marc Joly, *L'Europe de Jean Monnet*, Paris, CNRS Editions, 2017 ; Bruno Riondel, *Cet étrange Monsieur Monnet*, Paris, L'Artilleur, 2017.

ouvriers et, à travers eux, à tous les Français, d'Europe « prédatrice » d'un côté, « protectrice » de l'autre (26 avril).

2) *Les programmes des candidats.*

La conjoncture a donc contribué à décomplexer le sujet Europe, entre le *Brexit*, qui a donné un exemple concret de sortie de l'UE, et la crise des migrants, qui a démontré au quotidien la fragilité de cette même UE face aux péripéties internationales. On doit ajouter les aléas de la politique intérieure, qui ont aussi leurs conséquences sur le positionnement des uns et des autres dans la campagne. Même si l'histoire récente démontre que les deux principaux partis de gouvernement, PS et UMP devenue Les Républicains, sont traditionnellement pro-européens, leurs divisions internes, qui se sont accentuées ces dernières années, ont une origine européenne incontestable : certains membres de la droite républicaine ont pu adhérer, sans aller jusqu'à la rupture, à certaines thèses protectionnistes (Laurent Wauquiez), alors que le mouvement des « frondeurs » au sein du PS a systématiquement critiqué le gouvernement Hollande pour son « alignement » sur les directives de Bruxelles ou... de Berlin. On doit noter que, parmi les candidats eurosceptiques de 2017 (et ils sont nombreux !), la plupart ont un passé anti-européen notoire, ce qui démontre l'installation du thème dans le paysage politique que traduit leur permanence (une exception, sur laquelle l'intéressé a dû s'expliquer à plusieurs reprises, concerne Jean-Luc Mélenchon qui, de fait, avait voté pour le Traité de Maastricht).

Ainsi, les sujets clivants se sont invités lors de la campagne présidentielle de 2017, et portent sur trois points européens principaux.

Premièrement, la question de la souveraineté avec une multiplication des candidats souverainistes (huit sur onze !), prônant une sortie pure et simple de l'UE ou sa transformation en une communauté d'États « souverains » : François Asselineau (Union populaire républicaine), Jacques Cheminade (Solidarité et Progrès), Nicolas Dupont-Aignan (Debout la France), Jean Lassalle (Résistons !), Marine Le Pen (Front national), Jean-Luc Mélenchon (Les Insoumis) se sont retrouvés sur cette ligne, au nom de la France ou de son peuple³⁷ ; les candidats d'extrême gauche Philippe Poutou (Nouveau Parti Anticapitaliste) et Nathalie Arthaud (Lutte Ouvrière) représentent un cas particulier puisque leurs projets (qu'ils s'évertuent à déclarer différents) condamnaient une Europe aux mains des capitalistes, mais n'écartaient pas l'idée de changer la donne, toujours dans un cadre communautaire.

Deuxièmement, la question de l'euro : Marine Le Pen, Nicolas Dupont-Aignan, François Asselineau et Jacques Cheminade ont proposé de leur côté de « sortir de la monnaie unique » pour regagner de la souveraineté, et, en réponse à cette proposition, Emmanuel Macron, François Fillon ou Benoît Hamon ont avancé qu'une sortie de l'euro aurait de graves conséquences pour l'économie française, notamment en termes de fuite des capitaux ou d'augmentation de la dette ; Jean-Luc Mélenchon, lui, prônait une dévaluation de l'euro, qui serait transformé en monnaie commune et non plus unique.

Troisièmement, la question d'une défense européenne : le même Jean-Luc Mélenchon était le seul à s'opposer fermement à celle-ci, alors que François Fillon, Benoît Hamon et Emmanuel Macron ont tous trois avancé des propositions plus ou moins ambitieuses pour une coopération européenne dans ce domaine.

Si l'on juge les programmes des cinq principaux candidats, on constate qu'ils se positionnaient dans un large spectre, du plus réceptif au moins réceptif à l'égard de l'Europe. Emmanuel Macron (En Marche) a incontestablement été celui qui soutenait le plus le projet européen tel qu'il était, en en faisant un argument de campagne. Favorable au CETA,

³⁷ Cécile Ducourtieux, « Le Pen, Mélenchon : un même danger pour l'Europe », *Le Monde*, 12 avril 2017.

il souhaitait en outre créer un fonds européen de défense pour financer des équipements militaires communs. Dans son programme, il a présenté l'Europe comme un « acquis essentiel » et envisagé des pistes pour remédier au « sentiment de distance » qui « s'est développé à l'égard de l'UE ». François Fillon (Les Républicains) tenait un discours moins « euro-enthousiaste », notamment à l'égard des accords de Schengen qu'il souhaitait renégocier, mais il s'est opposé à toute sortie de l'UE et s'est montré partisan d'un axe franco-allemand. Benoît Hamon proposait de son côté un projet de réforme du projet européen et de transformation institutionnelle, avec la création d'un gouvernement de la zone euro, la mutualisation des dettes européennes et l'instauration d'un salaire minimum européen. Le programme de Jean-Luc Mélenchon se décomposait en « plan A » et « plan B ». Le premier proposait une refondation démocratique, sociale et écologique, par la renégociation des traités ; le second devait être activé en cas d'échec du « plan A », et prévoyait l'option de la sortie de la France de l'UE. Avec son projet, Marine Le Pen souhaitait transformer cette dernière en « Europe des nations indépendantes » pour restituer à la France sa souveraineté (première de ses 144 propositions), mettant souvent en avant les exemples du *Brexit* et de l'élection de Donald Trump aux États-Unis. Pour ce faire, elle proposait d'engager une négociation avec les autres gouvernements, suivie d'un « référendum sur notre appartenance à l'Union européenne ».

Nos partenaires ont parfaitement saisi la dimension européenne que prenait la campagne présidentielle de 2017, en s'invitant dans son agenda médiatique : cela a été particulièrement vrai pour Angela Merkel, recevant ostensiblement (et adoubant pour certains) les candidats Fillon (24 janvier), Macron (15 mars) et Hamon (28 mars), ou, dans un autre registre, pour Vladimir Poutine accueillant Marine Le Pen (24 mars). Du côté des institutions européennes, l'enjeu a également été saisi³⁸, surtout après le premier tour, quand il s'est avéré que les deux conceptions les plus opposées sur l'avenir de l'Europe étaient gagnantes : dérogeant à la règle, le Président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker est allé jusqu'à apporter son soutien à Emmanuel Macron.

La thématique européenne a ainsi joué un rôle important jusqu'au bout de la campagne, avec les tergiversations de Marine Le Pen sur la sortie de l'euro, troublée par les sondages qui démontraient que les Français, dans leur majorité, n'en voulaient pas. Celle-ci a maladroitement buté sur ce sujet lors du débat de l'entre-deux-tours face à Emmanuel Macron, le 3 mai, allant jusqu'à confondre « euro » et « écu » et subissant l'humiliante leçon de son adversaire. Manière de démontrer que, si les nationalistes ont paradoxalement fait entrer l'Europe dans la campagne présidentielle, ils n'en ont pas saisi toutes les subtilités...

CONCLUSION :

La meilleure illustration de l'entrée en force de l'Europe dans le débat présidentiel est d'évoquer la mise en scène imaginée par Emmanuel Macron le soir de sa victoire, lorsqu'il s'avance solennellement vers les militants rassemblés autour de la Pyramide du Louvre et devant les caméras sur l'air de l'Ode à la Joie, l'hymne européen.

Ainsi, la campagne présidentielle de 2017 a donné un écho, plus large que ses précédentes de 2012 et 2017, aux débats autour de l'UE, et qui sont eux-mêmes autant d'illustrations des rapports complexes noués entre la France, les Français et l'Europe depuis les débuts du processus communautaire. Pour eux, cette dernière reste un horizon d'attente, en tant que vecteur de paix, de stabilité et d'échanges ; mais elle leur apparaît aussi comme un facteur de mutations de plus en plus imposées à une « nature » française en danger. Aujourd'hui, le dépit

³⁸ Jean-Pierre Stroobants, « L'élection présidentielle française inquiète Bruxelles », *Le Monde*, 4 avril 2017.

national fait ressortir cette ambivalence de sentiments, supposant un intérêt renouvelé qui semble avoir été démontré lors des dernières échéances électorales.

De fait, le malaise européen se réfléchit de plus en plus dans le miroir de la présidentielle, et avec lui celui des Français : la défiance envers l'avenir exprimée par une partie de la société a été une des composantes des votes d'avril et de mai 2017, qui dessinent en creux un futur où France et UE doivent repenser leurs liens. Aux dirigeants de comprendre cela sans stigmatiser les récalcitrants au nom d'une morale qui n'a plus lieu, celle où l'Europe avançait vers le meilleur et pour le mieux dans un assourdissant silence démocratique. Il s'agit parallèlement de proposer un nouveau contrat européen qui ne soit plus autocentré, et où l'UE ne s'évanouisse plus dans un flou artistique dont elle sort d'autant plus effrayante lorsqu'une crise vient rappeler à la France à quel point nous sommes devenus interdépendants avec nos partenaires.

Il n'est pas paradoxal que ce soit la plus nationale des élections qui puisse accompagner cette évolution vers l'Europe, tant elle reste celle qui suscite la plus grande attention de nos concitoyens et, espérons-le, leur plus grande vigilance.